Berlin veut durcir les mesures à l'encontre des mineurs récidivistes, qui seraient à 82,3 % issus de l'immigration.

24/04/2007 à 11h52

Berlin doit faire face à une poussée de violence venant de jeunes issus de l'immigration.

Les 1 200 délinquants récidivistes (plus de cinq délits à leur actif) de la capitale auront désormais un procureur chargé du suivi de leur carrière criminelle. Violences, rackets, vols, trafics, insultes… chacun de leurs faits et gestes sera consigné sur un dossier unique.

Les dépositions ne seront plus enregistrées au commissariat, mais à la maison, en présence des parents, qui ignorent bien souvent les agissements de leur progéniture hors leurs murs… (…)

> *Le rapport 2006 de la police souligne que 82,3 % des récidivistes sont issus de l'immigration. En tête de liste figurent les Libanais d'origine palestinienne et les Turcs. Dans le quartier à problèmes de Neukölln, «seuls cinq des cent trente délinquants récidivistes fichés ont un nom allemand».*

«Selon les statistiques, un tiers des jeunes issus de l'immigration, mais seulement un Allemand de souche sur huit, aura un jour ou l'autre affaire à la police», insiste le président de la police berlinoise, Dieter Glietsch.(…)

La structure familiale serait le principal facteur de violence

: «A la maison, le père est le chef incontesté. Lui dire non ou lui tenir tête est impossible. Ne reste que la rue pour y évacuer ses frustrations. En situation d'échec scolaire, les jeunes issus de l'immigration n'ont souvent aucune perspective dans la société.»

«Il faut arrêter de se voiler la face : les Allemands ont trop longtemps occulté le problème de la violence des jeunes immigrés, au nom d'une vision tolérante romantique du respect de la différence des cultures…»

A l'abri. Effarés par la flambée des banlieues françaises de novembre 2005, les Allemands se sont longtemps crus à l'abri. A l'époque, la classe politique d'outre-Rhin se plaisait à pointer les différences avec l'absence de tradition coloniale en Allemagne et la prédominance du droit du sang dans l'attribution de la nationalité.

Les jeunes issus de l'immigration, majoritairement dépourvus de la nationalité allemande, ont «intérêt à se tenir à carreau, sous peine de perdre leur permis de séjour», selon les arguments des politiques.

Mais surtout l'absence de «ghettos excentrés», avec des logements sociaux plantés au coeur des villes au moment de la reconstruction, était censée protéger le pays d'une flambée de violence des jeunes.

Rattrapé par la réalité, le gouvernement fédéral envisage aujourd'hui d'étendre l'éventail des mesures à la disposition de la justice : la possibilité notamment de garder en prison les délinquants les plus dangereux, même en fin de peine.

Libération